



De l'agent orange étasunien au Roundup européen : Le Vietnam poursuit sa lutte!

Par [Guillaume Suing](#)

Mondialisation.ca, 16 avril 2019

[Germinal](#) 12 avril 2019

Région : [Asie](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#)

Le Vietnam vient d'interdire sur son sol l'usage du célèbre glyphosate, fleuron du géant euro-étasunien Bayer-Monsanto, mieux connu sous son nom commercial Roundup. Cette décision, dans le sillage de la résistance de l'agro-écologie cubaine contre l'agrobusiness depuis les années 2000, s'inscrit aussi dans une politique nationale qui avait déjà infligé à Monsanto une première défaite juridique concernant le funeste « agent orange », puissant désherbant jadis utilisé dans le génocide étasunien des vietnamiens (plus de trois millions de victimes atteintes de cancer jusqu'à aujourd'hui dans le pays). Monsanto a d'ailleurs été condamné à verser des indemnités aux victimes.

Bayer-Monsanto, d'autant plus vorace qu'il est désormais quasiment seul sur le marché mondial, ne se laissera pas faire et s'apprête à déposer des recours contre le Vietnam auprès de l'OMC pour lui infliger des sanctions économiques.

La firme est d'ailleurs engagée dans une véritable guerre médiatique pour cacher les effets néfastes de son produit phare, avec la volonté de « ne rien laisser passer » (« Let nothing go », mot d'ordre d'une véritable contre-offensive planifiée dans les documents internes à Monsanto, dévoilés en 2017 par les " Monsanto Papers "). Deux plaignants atteints de lymphomes ont eu récemment gain de cause (aux EU et en France) contre Monsanto, avec des effets médiatiques qui ont déjà bousculé le géant... pendant que 4000 cas sont encore en attente de jugement !

Le centre de cette contre-offensive, dévoilé par les " Monsanto Papers ", oppose l'OMS qui avait classifié en 2015 le glyphosate comme « cancérogène probable » (effets avérés sur les mammifères de laboratoire mais pas encore sur l'homme) à l'AEPC (Agence Européenne de réglementation des Produits Chimiques). Cette dernière, qui a déclassifié le désherbant en 2017, s'appuyait en effet sur des résultats d'analyse dont les auteurs ont travaillé dans le privé pour Monsanto ! Un conflit d'intérêt qui en dit long sur les lobbies européens sans scrupules qui, par la voie de pseudo-organismes officiels, piétinent les intérêts de la population pour répondre aux exigences de profit maximum des grands monopoles de l'agrochimie. A plus forte raison quand la firme en question devient « européenne ».

Désormais, on observe en Europe et en France une puissante campagne médiatique pro-roundup tout à fait opportune à l'heure du rachat de Monsanto par Bayer : Les vieux engagements d'interdire le roundup, y compris celui de Hulot et Macron en France, sont successivement abandonnés dans les Parlements, au nom d'une soit disant impossibilité pour les agriculteurs de mettre en place des stratégies alternatives sur le court terme. Il faudrait au minimum un « délai » de plusieurs années... pendant lequel les avocats de Bayer

auront largement le temps d'innocenter leur roundup ! Le Sri Lanka qui avait par exemple tenté en 2015 une interdiction du produit sur son sol a fini par revenir sur sa décision l'année dernière...

Impossibilité ? Alors pourquoi des pays comme Cuba et maintenant le Vietnam, sont en mesure de l'interdire sur le champ ? N'est-ce pas l'aveu que les tergiversations occidentales et notamment européenne et française sur le glyphosate ne sont pas le fait d'un soucis pour les paysans mais bien d'un travail particulièrement actif des lobbies de l'agrobusiness dans des régions (Europe et EU) toujours leaders de l'agriculture intensive ? D'ailleurs pourquoi son usage est-il désormais interdit pour les particuliers alors qu'il continue d'être le produit « indispensable » pour les agriculteurs (700 000 tonnes utilisées chaque année dans le monde) ? On trouve le produit partout, dans nos assiettes (un produit sur deux selon l'ONG Génération Future) mais aussi dans l'eau, dans l'air...

En réalité les lobbies du glyphosate jouent sur les mots : effectivement la dose de glyphosate que nous ingérons en tant que consommateurs est sans doute peu toxique, mis à part pour les femmes enceintes et les nourrissons. Mais le problème se pose bien plus concrètement pour la santé des paysans eux-mêmes (les cas qui ont eu gain de cause contre Monsanto sont d'ailleurs des producteurs et non des consommateurs) et sur la qualité des sols cultivés.

On sait maintenant quels sont les effets destructeurs historiques de l'agriculture intensive (d'inspiration euro-étasunienne d'après-guerre) sur la fertilité des sols, niant l'aérobiologie au profit d'une mécanique et réductrice « agrochimie » tuant progressivement la vie des sols et des agrosystèmes qui nous nourrissent. Même sur ce plan les mouvements politiques dits « écologiques », quand ils ne remplacent pas purement et simplement les intérêts de classe des producteurs par ceux de nébuleux « consommateurs » (ne sont-ce pas les mêmes ?), accusent simplement le roundup de mettre les abeilles en péril, mais jamais la vie, la fertilité naturelle des sols cultivés eux mêmes, c'est-à-dire de ce qui concrètement nous nourrit tous ! Cette inversion des logiques de lutte, qui table sur des boycotts de consommateurs « décroissants » contre une lutte visant à promouvoir des alternatives productives à l'agrochimie (comme c'est le cas à Cuba aujourd'hui avec les succès que l'on connaît), nuit concrètement à « l'écologie » en l'opposant à la lutte de classe mondiale pour la souveraineté et la liberté des peuples à choisir leur propre voie (c'est actuellement le cas au Vietnam). Elle ouvre le flan aux « arguments » économiques des Bayer-Monsanto. Le chantage se fait déjà sentir par la voix du ministre américain de l'agriculture Sonny Perdue, notoirement lobbyiste pro-Monsanto, qui vient de déclarer « Nous sommes déçus [de la décision d'Hanoï] qui va avoir des effets dévastateurs sur la production agricole mondiale (...) Si nous voulons nourrir dix milliards de personnes en 2050, les agriculteurs du monde entier doivent avoir accès à tous les outils et technologies à leur disposition ».

Or c'est bien la souveraineté nationale des pays qui ne se soumettent pas à l'impérialisme, y compris sous sa forme agro-industrielle, qui est ici en jeu, et non d'abstraites et nébuleux engagements « mondiaux » jamais suivis des faits et toujours orientés dans l'injonction aux pays du sud à ne jamais se développer. C'est ainsi que Cuba socialiste pose la question. Et c'est visiblement dans ce sillage que s'inscrit le Vietnam actuellement. C'est plus généralement dans un combat résolu contre l'Union Européenne, fourmilière de lobbies en tous genres uniquement destinée au profit maximum de ses grands monopoles impérialistes et contre les intérêts vitaux des populations intra- comme extra-européennes, qu'il faut se placer pour réaliser des avancées concrètes en matière d'écologie, et non « en coopération avec l'UE » comme le clament unanimement les parties « verts », de collaboration de

classe, dans les pays capitalistes.

La source originale de cet article est [Germinal](#)
Copyright © [Guillaume Suing](#), [Germinal](#), 2019

Articles Par : [Guillaume Suing](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca